

# Muhammad Yunus : le microcrédit contre la pauvreté

**Introduction : qui est Muhammad Yunus ?**

**I) Pourquoi le micro crédit ?**

- 1 Les exclus du financement**
- 2 Les principes du micro crédit**
- 3 Le micro crédit dans le monde**

**II) Le micro crédit remplit-il ses objectifs ?**

- 1 Effets directs du financement des projets**
- 2 Effets indirects et retombées positives**
- 3 Les limites : Esther Duflo**

**Conclusion : un autre regard sur les pauvres**

## Introduction : qui est Muhammad Yunus ?



Muhammad Yunus est né le 28 juin 1940 au Bangladesh dans le petit village de Bathua. Sa famille, sans être pauvre, est d'origine modeste.

A 13 ans il devient boy-scout ce qui lui permet de voyager à l'occasion de grands rassemblements. Il étudie à partir de 1957 l'économie à l'université de Dacca puis il devient professeur.

A 21 ans il fonde une première entreprise d'emballage de haute technologie qui remporte un grand succès. Il part en 1965 passer un doctorat d'économie aux Etats-Unis, où il rencontrera l'économiste Nicholas Georgescu-Roegen, le théoricien de la décroissance.

A l'occasion de la guerre d'indépendance du Bangladesh contre le Pakistan, il soutient l'indépendance et rentre dans son pays en 1972. Il constate alors l'effroyable misère des paysans de la province de Chittagong et il attribue cette misère à leur impossibilité d'accéder au crédit pour développer une activité.

Il se lance alors dans le micro-prêt en avançant à 42 agriculteurs la somme de...27 \$ qu'ils rembourseront sans problème.

Il essaie d'impliquer, sans succès, les banques commerciales à cette idée. Il fonde alors le programme « Grameen » (qui veut dire village) en 1977. Cette organisation devient une banque en 1983 et développe son modèle un peu partout dans le monde. Muhammad Yunus est donc considéré comme le fondateur du microcrédit qui remporte un très grand succès, et pas simplement dans les pays pauvres.

En 2005 il est nommé pour recevoir à la fois le prix Nobel de la paix et le « Nobel » d'économie, et c'est en 2006 qu'il reçoit le prix Nobel de la paix.

A partir de ces années il est confronté à de sévères critiques, émanant à la fois de « l'élite » bourgeoise de son pays, des fondamentalistes religieux et de l'intelligentsia économique.

50 organisations caritatives dans le monde lui apportent leur soutien, mais il est exclu de la Grameen Bank en 2011.

Il se consacre depuis à populariser la lutte contre la pauvreté dans le monde, en particulier auprès des jeunes. Il reçoit en 2013 la médaille d'or du Congrès des Etats-Unis.

Au mois de mai 2014 les étudiants d'HEC en France lui ont fait un triomphe.

Muhammad Yunus est donc aussi celui qui montre que le capitalisme peut avoir une profonde utilité sociale, c'est ce qu'il appelle le « social business ».

C'est sur ce point que les débats dont nous ferons l'écho sont les plus vifs : certains reprochent à Muhammad Yunus de transformer le social business en « social washing » et de légitimer à peu de frais les entreprises capitalistes, à l'image de Danone, qui se feraient au travers de leur soutien à Muhammad Yunus de la publicité et une certaine « virginité ».

Ce à quoi il a répondu que le seul microcrédit avait déjà permis à 300 millions de personnes dans le monde de sortir de la pauvreté.

# I) Pourquoi le microcrédit ?

L'idée du microcrédit paraît simple, mais on peut se demander pourquoi autant de personnes dans le monde ont besoin de ce petit « coup de pouce ».

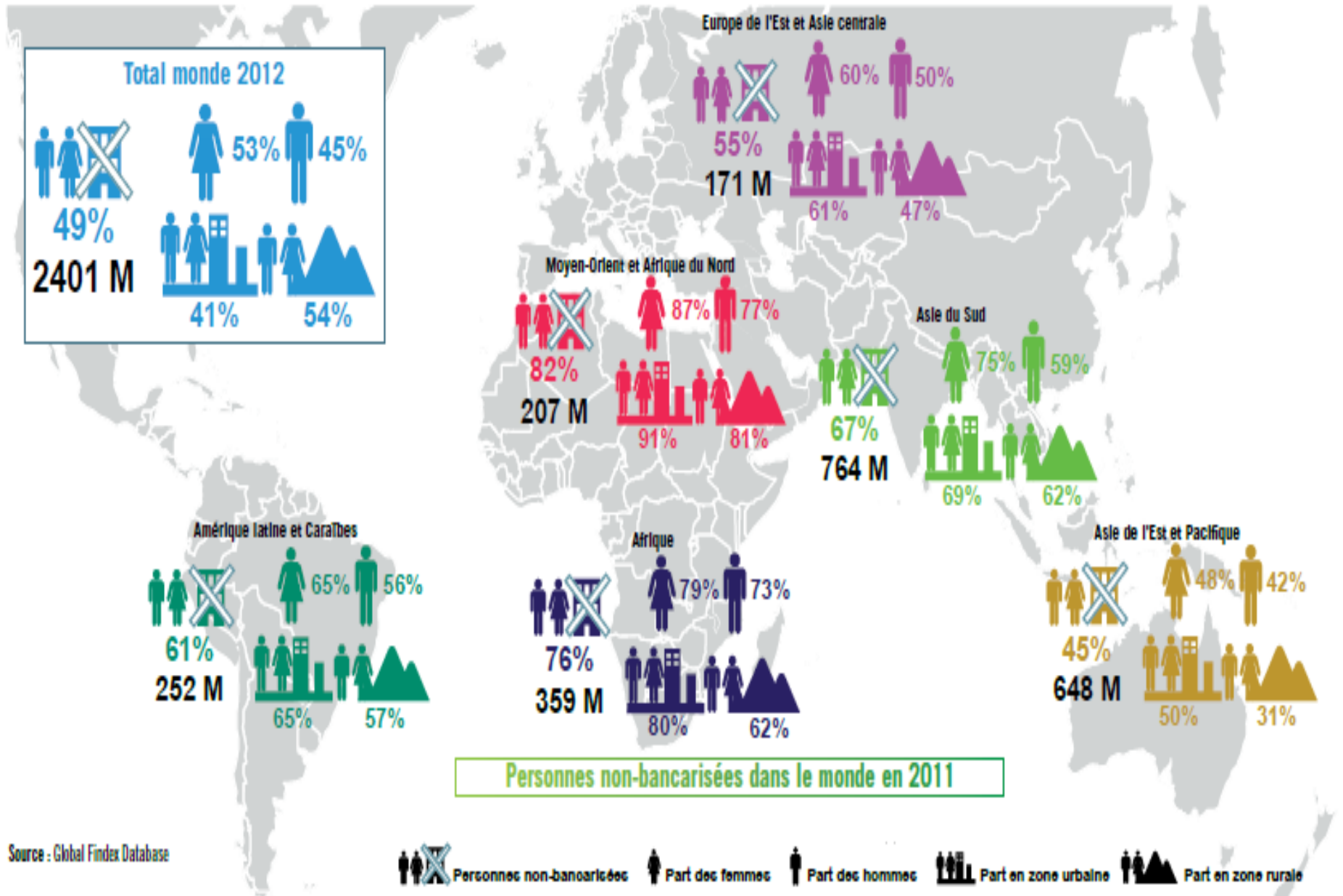
## 1 Les exclus du financement

La 1<sup>o</sup> raison est finalement assez simple et montre le cercle vicieux de la pauvreté : quand on est pauvre, on est la plupart du temps exclu du système bancaire, puisqu'on ne peut rien (ou presque) déposer en banque.

Si on ne fait pas partie d'un système bancaire, on n'accède pas au crédit, si minime soit-il. Et sans crédit, il devient impossible de se loger, de se nourrir, et surtout d'entreprendre. On reste alors pauvre.

Cette situation concerne aujourd'hui 2.5 milliards de personnes dans le monde, bien entendu surtout dans les pays pauvres. Mais l'accès au crédit est également très difficile pour certains dans les pays riches.

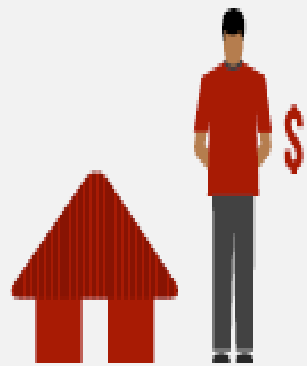
# ... mais environ 2,5 milliards de personnes n'ont toujours pas de comptes formels dans une institution financière



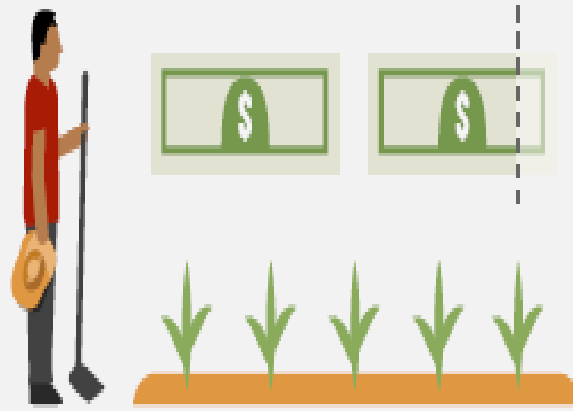
Cet inégal accès au système bancaire est très corrélé avec le niveau de développement des pays : dans les économies en développement, 59% des adultes sont privés de banques, mais c'est le cas de 77% des personnes qui gagnent moins de 2 \$ par jour.

Et on ne peut pas oublier que 11% des adultes vivant dans les pays développés sont eux aussi privés d'accès au système bancaire.

C'est surtout le cas des campagnes, mais c'est également plus le cas des femmes que des hommes.



59% of adults in developing economies



77% of adults earning less than \$2 a day



11% in high-income economies

Have a formal account,  
in low-income economies:

URBAN  
RESIDENTS  
35%

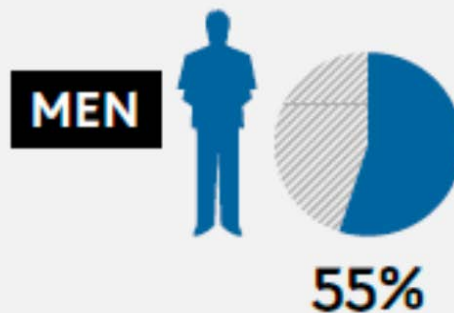


RURAL  
RESIDENTS  
22%



**GENDER:**

Have an account at a formal financial institution, worldwide:



78% des ruraux des pays à faible revenu sont privés d'accès au système bancaire et 65% pour les citadins et en moyenne seulement 47% des femmes dans le monde ont un accès au système bancaire (pas toujours d'ailleurs pour des questions de revenus) contre 55% pour les hommes.

Sur le plan économique global, le fait de ne pas avoir d'accès au crédit et au système bancaire est triplement contre productif :

- il maintient les personnes dans la pauvreté
- il limite bien entendu les progrès de la productivité
- il « encourage » l'activité informelle source de pertes fiscales



Cette situation, outre le fait qu'elle soit parfaitement amoral est également économiquement idiote puisqu'elle freine les perspectives de développement.

Le microcrédit n'est donc pas simplement une idée généreuse, c'est à priori également une idée intelligente.

## 2 Les principes du microcrédit.

L'idée de base est assez simple : il faut mobiliser des fonds pour prêter des sommes modestes à des personnes pour qu'elles puissent financer des projets (15 \$ au Bangladesh, une moyenne de 1500 € en France) et grâce à ces projets pouvoir rembourser le crédit accordé.

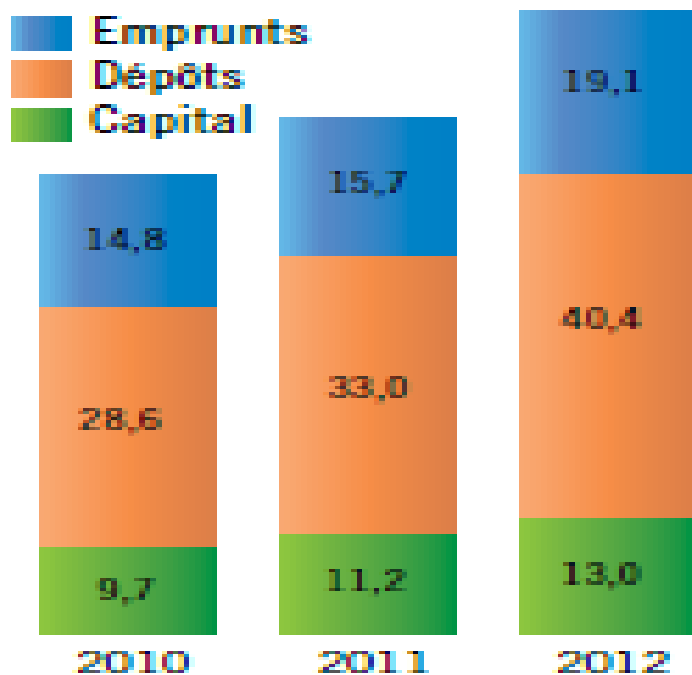
Le microcrédit suppose également un accompagnement technique minimum dans la gestion des fonds prêtés et dans la réalisation des projets : le but est d'aider la personne sans porter atteinte à son activité et à sa réalisation.

Les fonds sont d'origines variées : il peut s'agir de dépôts effectués par les clients, d'engagement de capital ou d'emprunts.

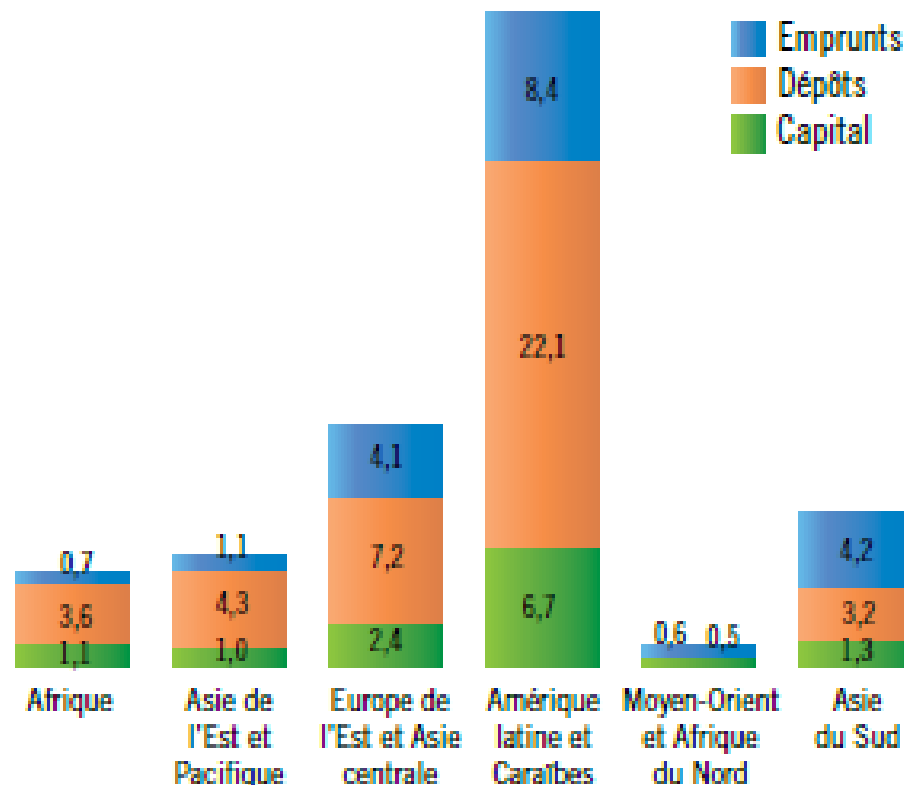
Pour l'essentiel, les sources de financement proviennent des dépôts des autres personnes : en 2012, sur les 72.5 milliards \$ de microcrédits accordés, 55.7% provenaient de ces dépôts, 26.3% d'emprunts et 18% d'engagement de capital.

On remarque immédiatement l'importance de l'Amérique latine dans les microcrédits mondiaux.

Sources de financement par année (2011, 2012, 2013) en milliards de USD

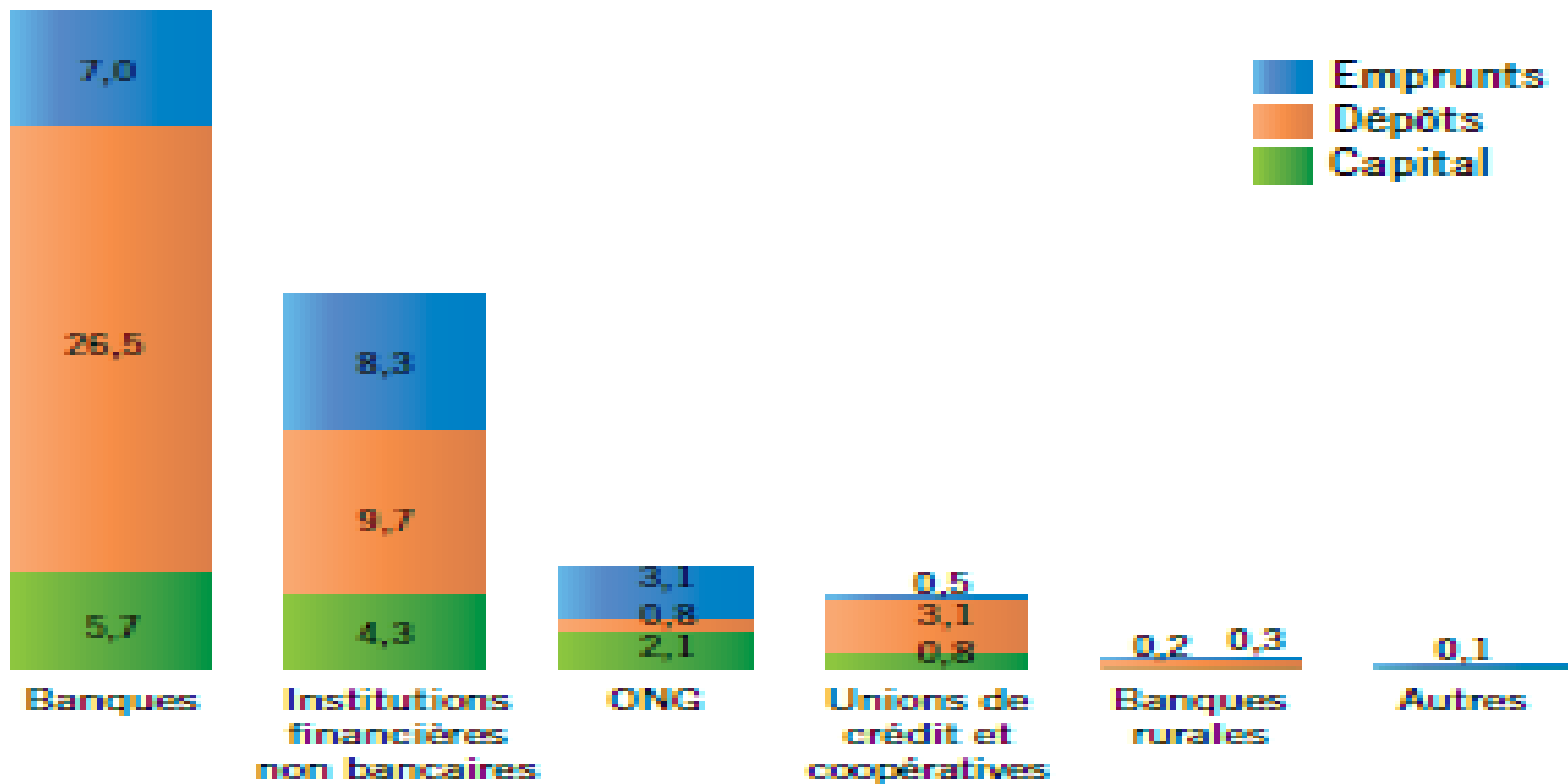


Sources de financement par région en 2012 (en milliards de USD)



Ce sont les banques qui interviennent le plus dans le microcrédit, ce qui semble plutôt « normal » et ce qui montre à posteriori la « victoire » de Muhammad Yunus : elles représentent 54% du microcrédit mondial. Mais l'apport financier des ONG et des coopératives, même s'il est financièrement plus modeste, n'est pas à négliger du fait de son exemplarité et de son fonctionnement.

Sources de financement  
par statut juridique en 2012 (en milliards de USD)



**Le microcrédit ne doit pas être confondu avec la charité : il doit être remboursé.**

**Les délais de remboursement sont relativement courts pour éviter la spirale du surendettement : 1 à 2 ans en moyenne, mais souvent avec des échéances hebdomadaires dans les pays en développement, et le taux de recouvrement mondial en 2012 varie de 95% à 97%.**

**Un point du microcrédit est souvent discuté : en moyenne, les taux d'intérêts pratiqués sont plutôt élevés : dans les PED ils atteignent souvent 10% à 20% et en France, en moyenne, autour de 7%.**

**Pour autant, il ne s'agit pas d'enrichir le prêteur : ces taux d'intérêts plus élevés concernent également des frais administratifs plus nombreux et concentrés sur des sommes plus faibles.**

**Il faut également tenir compte de l'encadrement technique qu'implique le microcrédit, d'autant plus que cet encadrement se fait envers des personnes souvent peu éduquées à la gestion économique, ce qui demande d'autant plus d'efforts.**

### 3 Le microcrédit dans le monde.

Muhammad Yunus a « inventé » le microcrédit pour que les plus pauvres puissent sortir de cette situation.

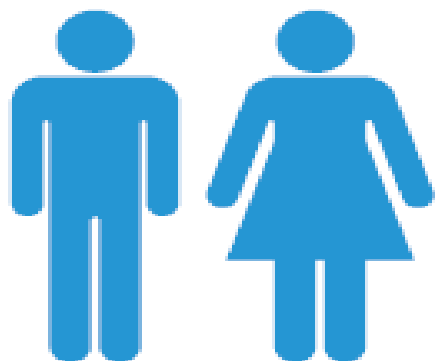
En 2012, le microcrédit a concerné 91.4 millions de personnes qui ont reçu 81.5 milliards \$ de prêts de la part de 1252 institutions financières. Le montant moyen du microcrédit est donc de 890 \$ par personne.

Logiquement donc, c'est dans les pays en développement que se concentre le microcrédit.

Ceci dit, dans les pays « riches » il y a aussi des personnes pauvres, n'ayant accès ni au crédit ni à un établissement bancaire. Le microcrédit dans les pays développés représente en 2012 9 milliards \$, et par exemple, c'est en 1989 qu'en France a été fondée l'ADIE (association pour le droit à l'initiative économique).

En France, en 2013, 44 956 personnes ont bénéficié d'un microcrédit pour un montant total de 254 millions d'€

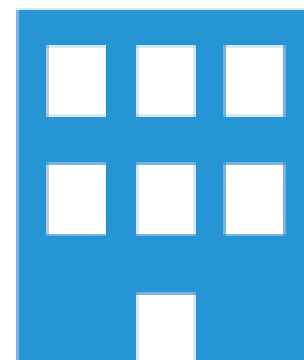
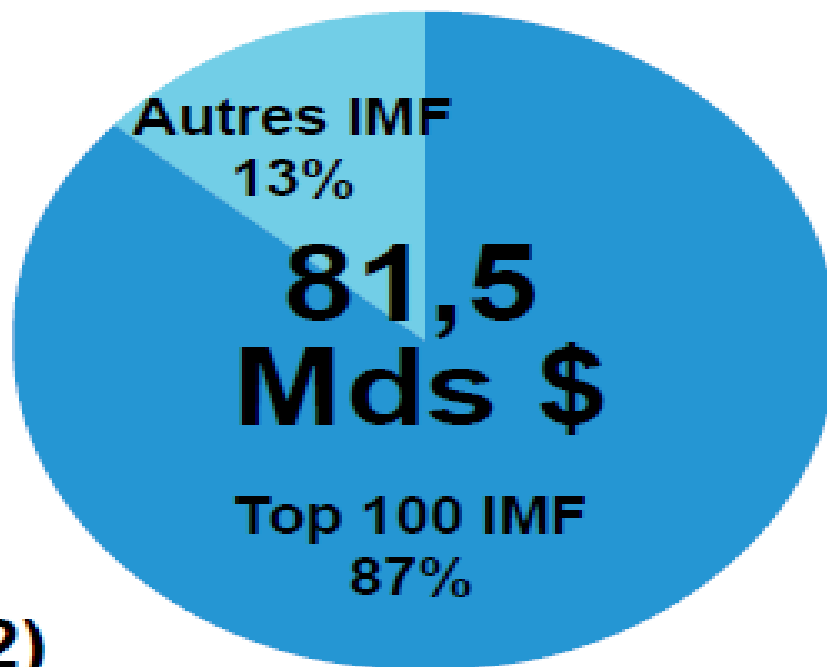
# Total monde 2012



**91,4 M**

**+5,0% (2012)**

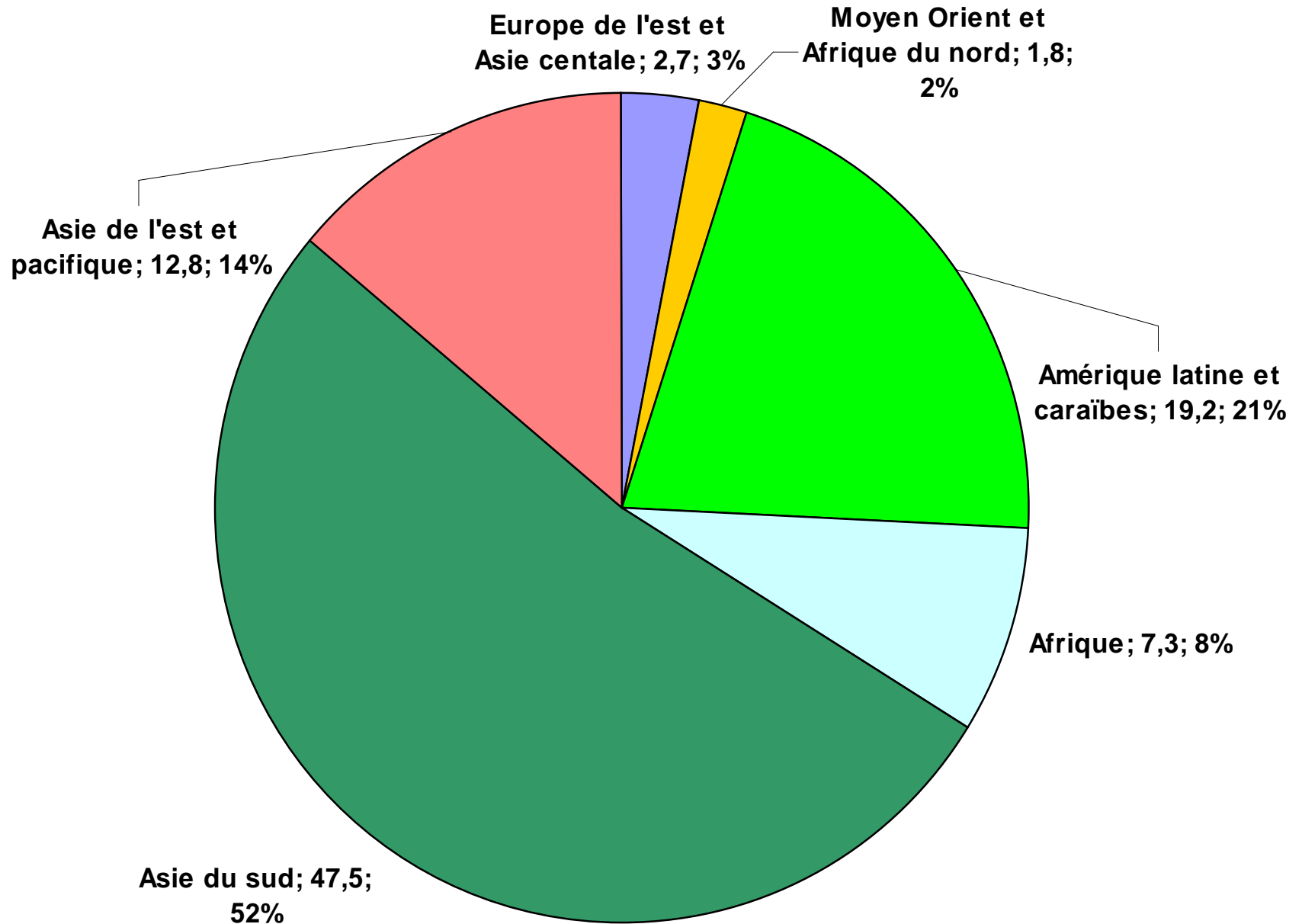
**+6,5% (2013)**



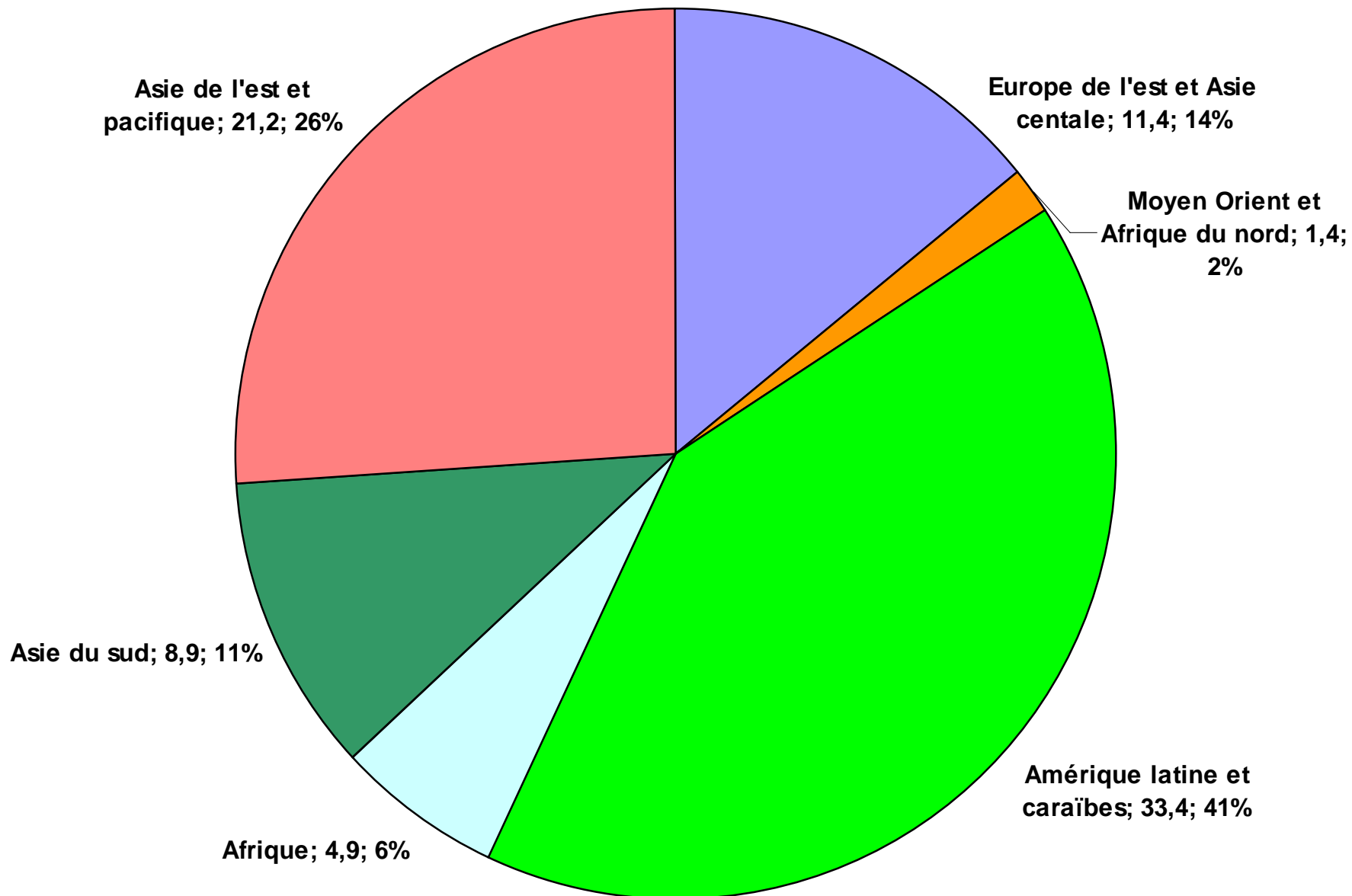
**1 252**

Au sein des pays en développement, on peut remarquer une distorsion : l'Asie du sud représente 52% des personnes ayant reçu un microcrédit mais elle ne représente que 11% des sommes distribuées alors qu'en sens inverse l'Amérique latine représente 41% des sommes mais seulement 21% des bénéficiaires.

# Origine par régions en développement des personnes bénéficiant d'un microcrédit en millions de personnes et en % du total



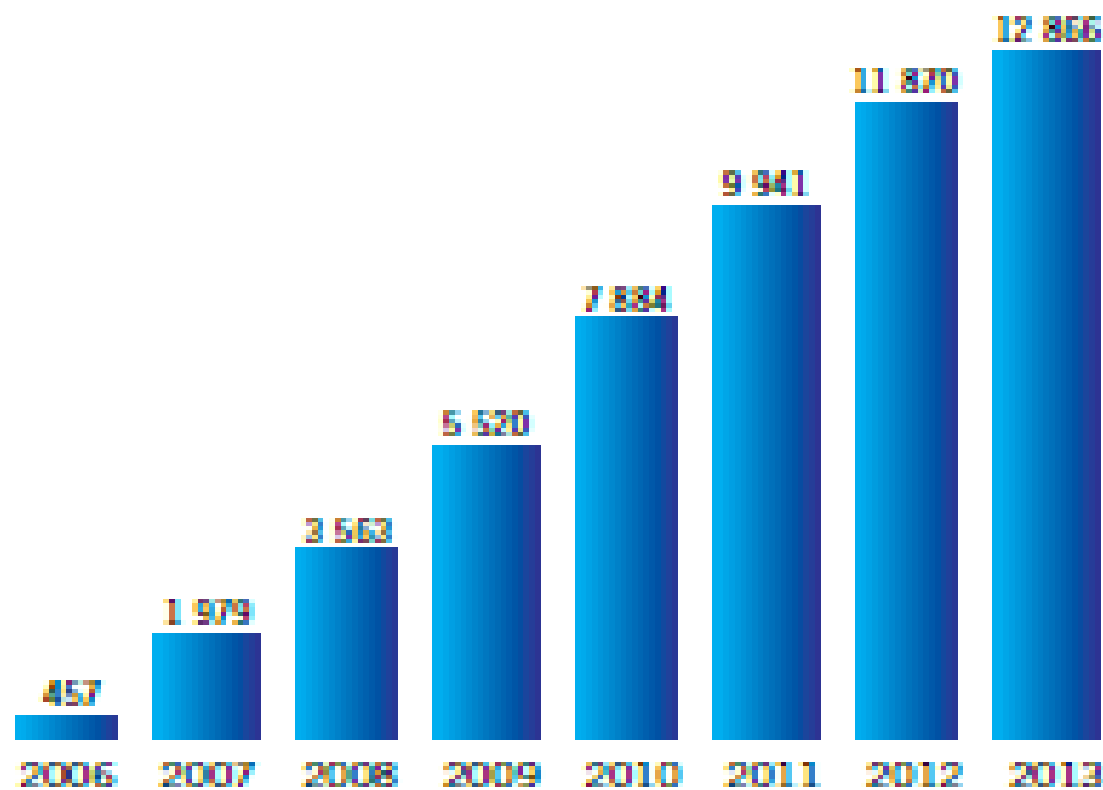
# Microcrédits distribués dans les pays en développement en milliards \$ et en % du total en 2012





En France, nous pouvons constater le nombre croissant de personnes concernées par le microcrédit personnel : 12 866 personnes en 2013 soit 28 fois plus qu'en 2006. On mesure là l'effet direct de la crise économique.

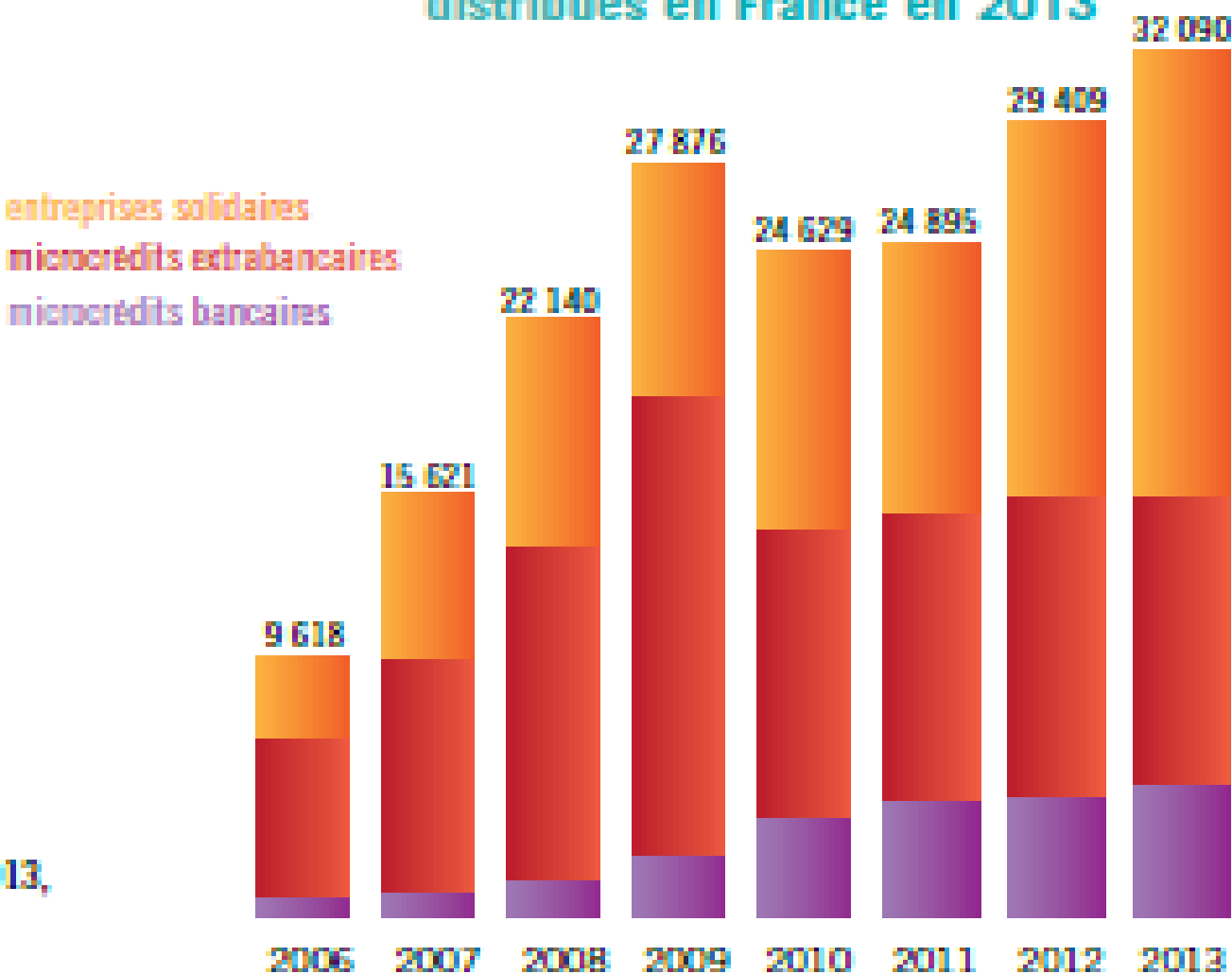
### Nombre de microcrédits personnels garantis distribués en France en 2013



Source : Bilan du microcrédit personnel au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013  
Caisse des Dépôts.

Le nombre de microcrédits professionnels est lui aussi en augmentation mais de façon un peu moins nette : il a beaucoup progressé entre 2006 et 2009 (presque trois fois plus) mais il a stagné jusqu'en 2012 avant de ré augmenter en 2013 (+ 9%).

### Nombre de microcrédits professionnels distribués en France en 2013



Source : Bilan du microcrédit personnel au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013, Caisse des Dépôts.

Nous remarquons qu'en France une grande partie du financement du microcrédit professionnel est assuré par la finance solidaire : plus de la moitié du total. Nous verrons un peu plus loin l'apport concret de ce mode de financement.

Le bilan du microcrédit est donc pour l'instant sans ambiguïté : il permet bien à des personnes démunies et surtout sans moyen pour financer des projets d'envisager de pouvoir y parvenir.

II) Le microcrédit remplit-il ses objectifs ?

Le microcrédit a deux objectifs :

- permettre aux personnes de pouvoir réaliser des projets productifs et ainsi sortir de la misère.

- faire en sorte que les retombées soient positives non seulement pour le bénéficiaire mais également pour d'autres personnes concernées : on recherche ici le fameux effet de ruissellement.

Nous allons utiliser le cas de la France pour voir si le microcrédit remplit ces objectifs.

## 1 Effets directs du financement des projets.

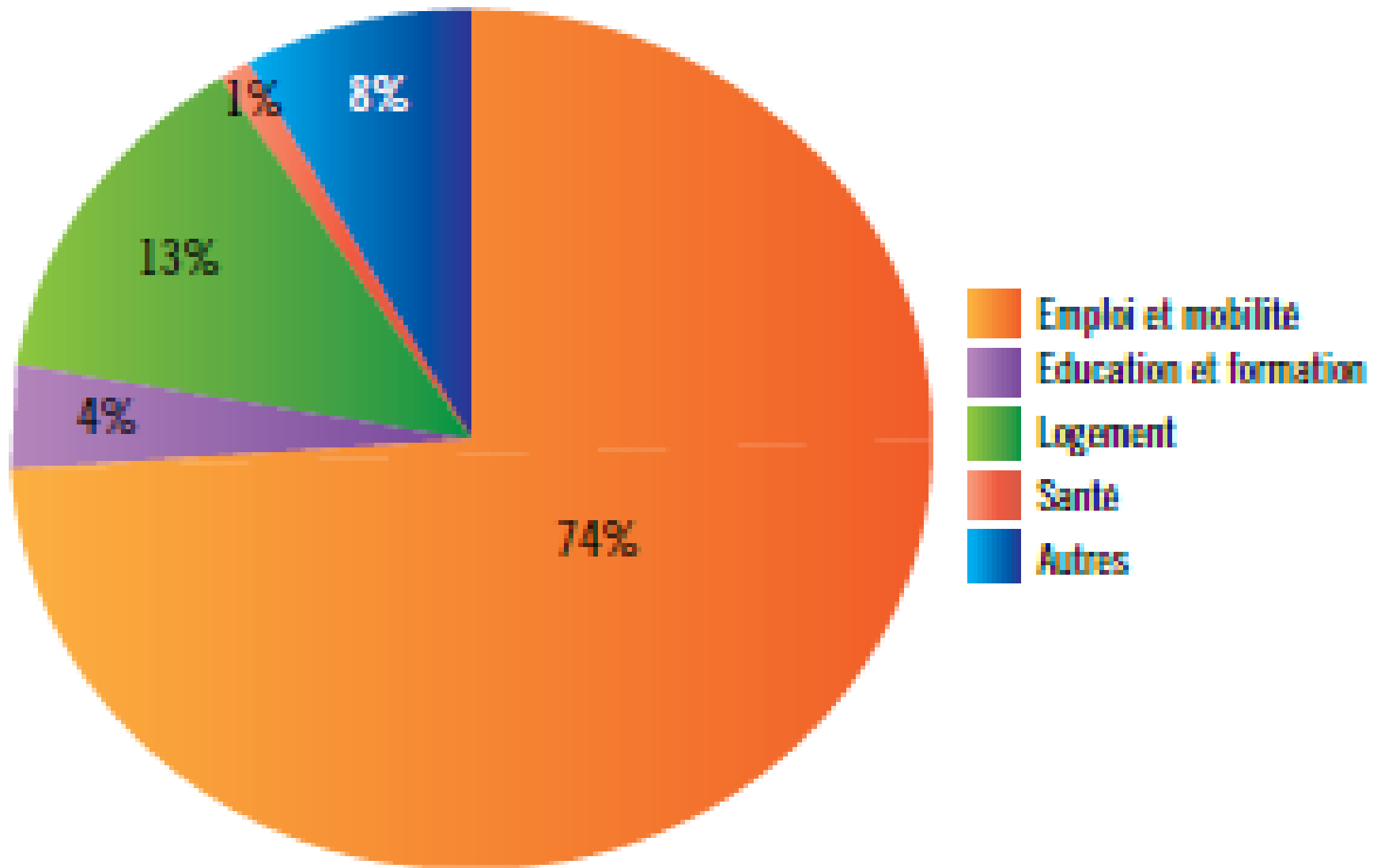
Sur le plan personnel, le microcrédit est surtout utilisé pour le l'emploi et la mobilité. Cela signifie la plupart du temps quelque chose de très concret : financer son permis de conduire, acquérir un (petit) véhicule...bref, ce qui est aujourd'hui presque « obligatoire » pour espérer obtenir un emploi.

On voit également que le logement occupe une part importante du microcrédit (se loger « décemment » aide aussi à la recherche d'un emploi) de même que la formation.

On peut donc déjà estimer que le microcrédit permet à des personnes de pouvoir espérer trouver un emploi.

Sur le plan professionnel, le microcrédit sert surtout à monter de petites activités de services : 73% du total. Normal, car les services sont ce qui coûte le moins cher à produire.

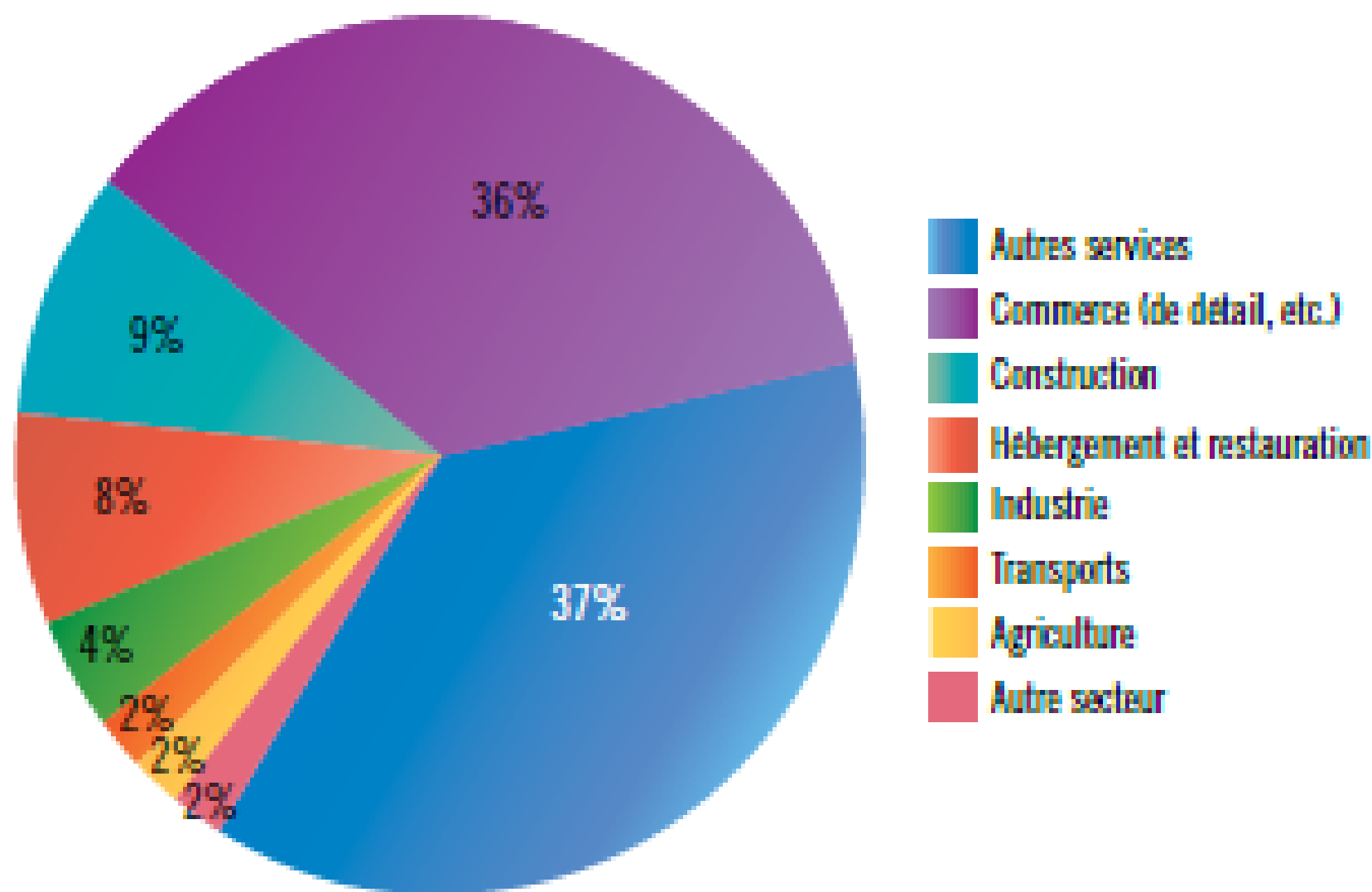
## Répartition des prêts par objet (microcrédit personnel) en 2013



Source : Bilan du microcrédit personnel au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013, Caisse des Dépôts.

Échantillon : 54 080 microcrédits personnels garantis octroyés en 2013.

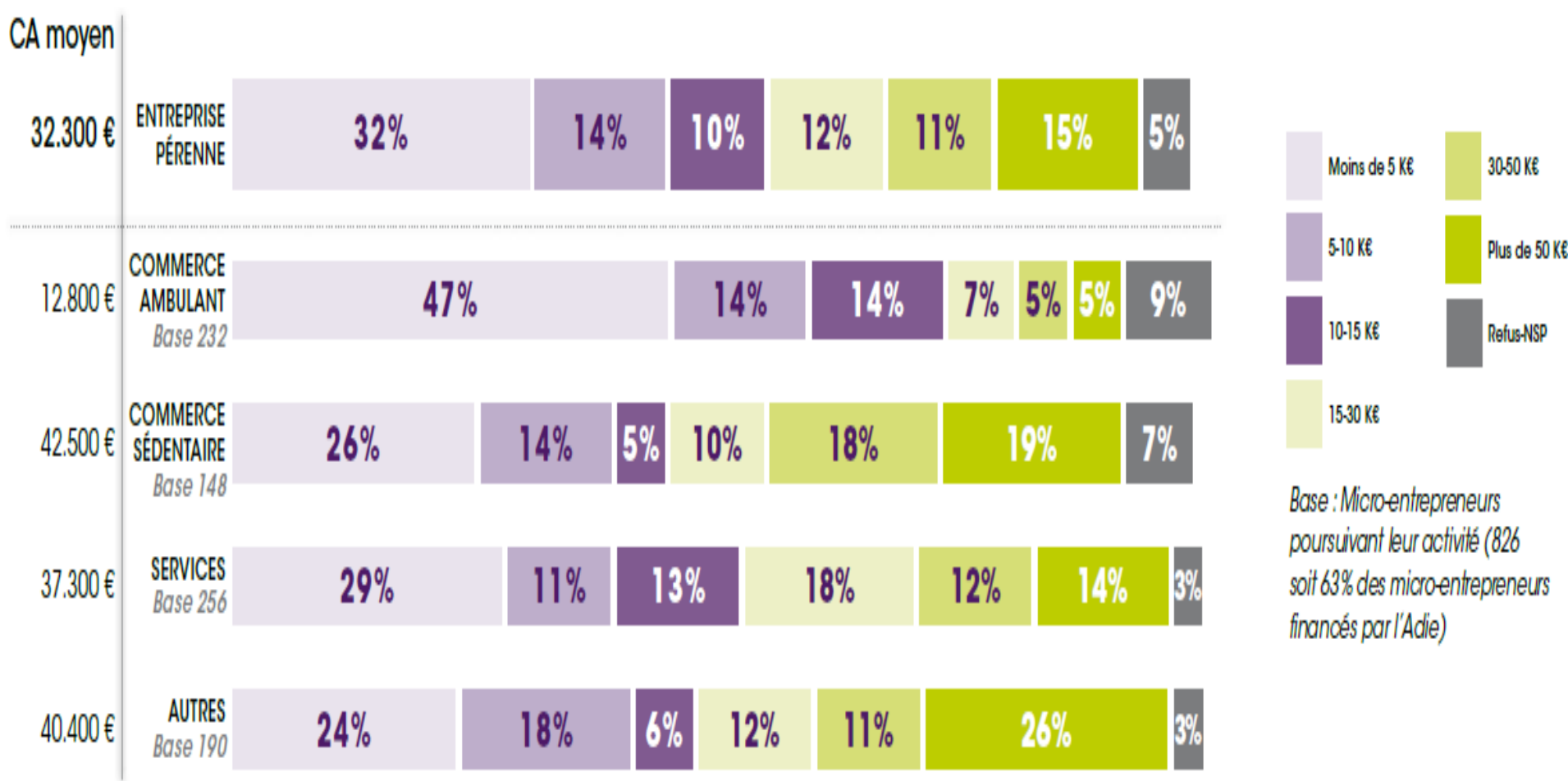
## Répartition des prêts par objet (microcrédit professionnel) en 2013



Source : Enquête CSA « Le microcrédit professionnel et l'accompagnement à la création d'entreprise en France : quel devenir des créateurs sur le marché du travail trois ans après ? », BIT, CGSP et CDC, mai 2014.

En moyenne, 63% des entreprises créées à la suite d'un microcrédit sont pérennes, c'est-à-dire qu'elles poursuivent leur activité pendant au moins 3 ans (critère fixé par la caisse des dépôts).

Le chiffre d'affaires moyen peut sembler modeste : 32 300 € par an et 46% des entreprises ne dépassent pas 10 000 € de CA par an.



L'ampleur de ce chiffre d'affaires dépend bien entendu de la nature de l'activité concernée : moins de 12 800 € en moyenne pour un commerce ambulant, mais 40 400 € pour des entreprises de nature industrielle ou artisanale.

On peut remarquer que dans certains cas (15% en moyenne, mais 26% pour les entreprises industrielles) le CA dépasse 50 000 € par an, ce qui est loin d'être négligeable.

On retrouve ici à la fois la philosophie de Muhammad Yunus, mais également sa limite : si le microcrédit permet sans doute au plus grand nombre de sortir de la misère et de développer des projets, il ne permet sans doute pas, en tout cas pas dans nos pays, de sortir de la pauvreté.

Mais en même temps, les retombées pour le pays ne sont pas à négliger : en 2013, 33 000 personnes ont pu accéder directement à une activité professionnelle, certes fragile, en utilisant le microcrédit. Et pour les finances publiques, cela signifie quelques dépenses de moins et quelques rentrées fiscales de plus.



## 2 Effets indirects et retombées positives.

Muhammad Yunus avait parfaitement compris que les effets indirects du microcrédit étaient bien supérieurs aux effets directs.

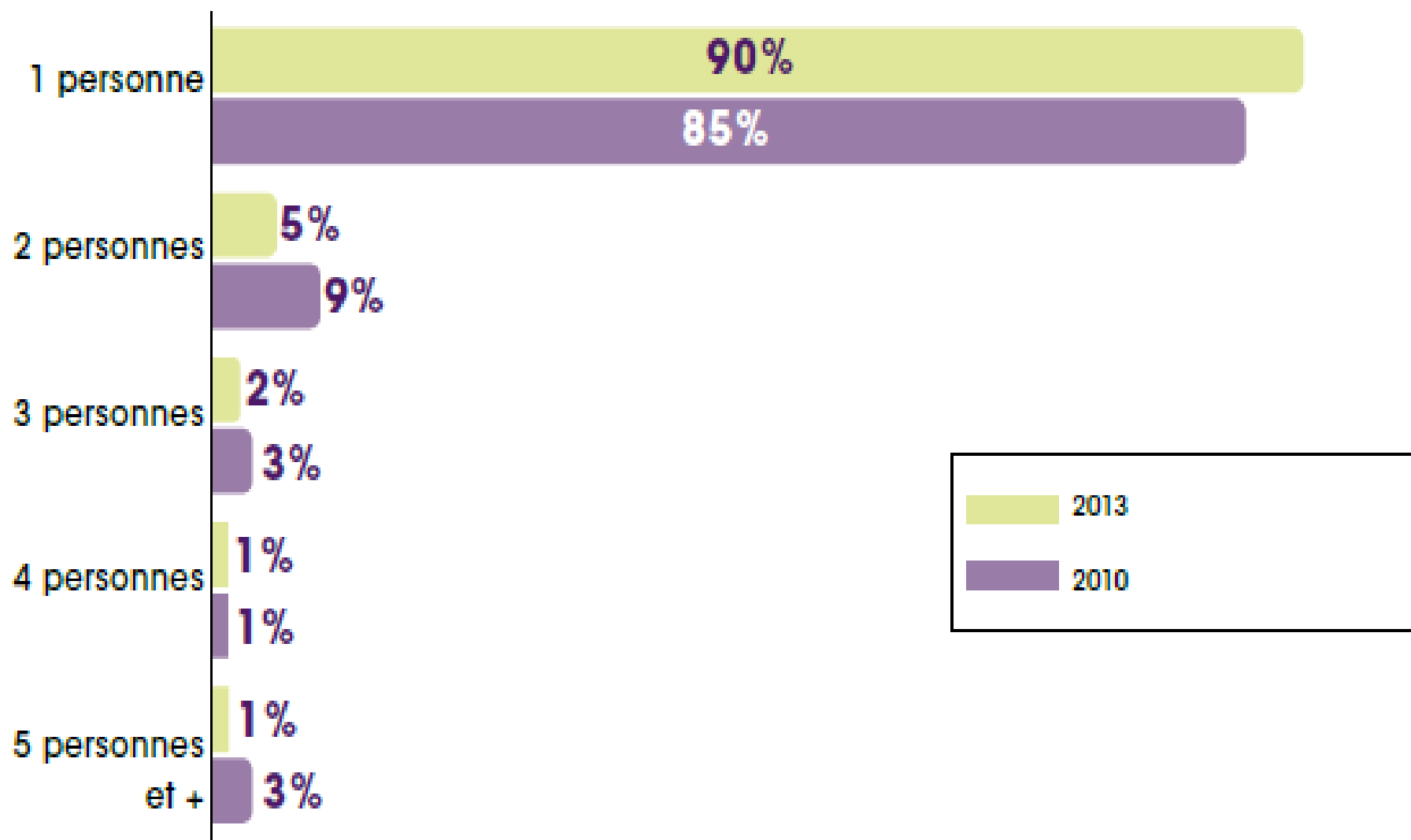
Le microcrédit permet d'abord de créer des activités, et ces activités sont créatrices d'emplois, non seulement pour celui qui profite et utilise le microcrédit, mais également pour les personnes qui vont être à leur tour employées.

On soulignera d'ailleurs que ce microcrédit est encore plus utile pour les femmes dont les projets sont plus concrets (et la situation initiale, surtout au Bangladesh, beaucoup plus précaire).

En France, si en effet la plupart des entreprises fondées par microcrédit n'emploient qu'une seule personne, 5% en emploient deux, 2% trois...

Au total rien que pour l'année 2013, et rien que pour le microcrédit financé par la finance solidaire (plus de la moitié du financement), 22 000 emplois ont été créés ou préservés par ce microcrédit.

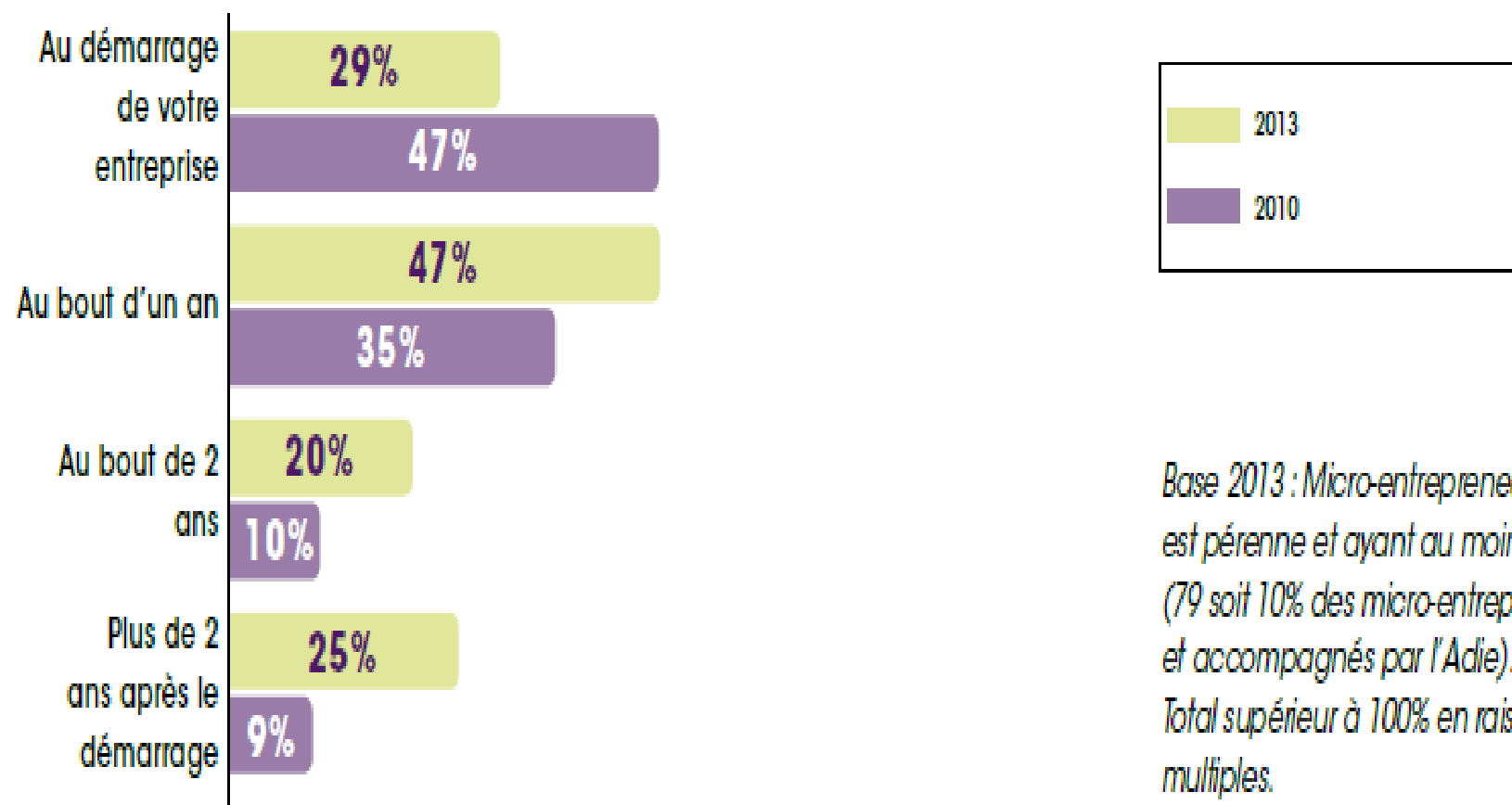
## NOMBRE DE SALARIÉS TRAVAILLANT ACTUELLEMENT DANS L'ENTREPRISE (Y COMPRIS LE CRÉATEUR)



*Base 2013 : Micro-entrepreneurs dont l'entreprise est pérenne (826 soit 63% des micro-entrepreneurs financés et accompagnés par l'Adie)*

L'embauche de salariés se fait d'ailleurs assez rapidement : en 2013 76% des embauches se sont faites soit au démarrage de l'entreprise soit au bout d'un an. On voit donc ici que les retombées de ce micro crédit sont rapides pour les autres personnes.

### AU BOUT DE COMBIEN DE TEMPS AVEZ-VOUS EMBAUCHÉ DES SALARIÉS ?



*Base 2013 : Micro-entrepreneurs dont l'entreprise est pérenne et ayant au moins un salarié (79 soit 10% des micro-entrepreneurs financés et accompagnés par l'Adie). Total supérieur à 100% en raison des réponses multiples.*

L'épargne solidaire, qui finance une bonne partie du microcrédit en France n'a pas que des effets économiques : elle permet également l'accès au logement (même modeste), la production électrique... Et elle participe au développement de pays en difficultés.

## Les réalisations permises par l'épargne solidaire en 2012



**12 000**  
entreprises  
soutenues



**4 400**  
nouveaux  
bénéficiaires  
accompagnés vers  
l'accès au logement



Production d'énergie  
renouvelable équivalent  
à la consommation  
électrique de  
**4 000 ménages**



**Plus de**  
**20 millions**  
de bénéficiaires de  
microcrédits dans les pays  
en développement

Les chiffres de 2013 de la finance solidaire confirment cette utilité sociale à la fois de ce type de finance et du microcrédit qui va avec : 22 000 emplois, 3 500 personnes relogées. Ce n'est pas la solution à la pauvreté, mais cela participe à la solution.

## La finance solidaire en 2013

**6,02 milliards d'€**  
déposés sur des produits  
d'épargne solidaire...

**+28,3%**  
sur 1 an

au 31/12/2013

...ont généré

**1,02 milliard d'€**  
de financement solidaire,  
pour soutenir des projets  
à vocation sociale et/ou environnementale.

**+8,8%**  
sur 1 an

au 31/12/2013

**6,1 millions d'€**  
de dons  
à des associations

Les associations partenaires des produits d'épargne de partage ont reçu 6,1 millions d'euros de dons en 2013. Habitat et Humanisme, le CCFD - Terre Solidaire et Terre et Humanisme en sont les trois premiers bénéficiaires. Sur les dix dernières années, les épargnants solidaires ont versé 50 M€ à plus de 100 associations.



**22 000** emplois créés ou consolidés

En 2013, les financements solidaires ont soutenu près de 2 300 entreprises en France. 1 270 d'entre elles étaient en phase de création ou avaient moins de 2 ans. Ces entreprises ont ainsi créé ou consolidé 22 000 emplois, dont 6 000 concernaient des personnes éloignées du marché du travail (salariés en insertion, allocataires de minima sociaux, personnes handicapées...). (Voir l'exemple du groupement d'entreprises lillois ci-dessous). Au-delà de leur impact en termes d'accès à l'emploi pour les personnes qui en sont éloignées, les entreprises bénéficiant de ces financements proposent, pour une part importante d'entre elles, des réponses collaboratives et coopératives à des problèmes sociaux, sociétaux ou environnementaux.



**3 500**  
personnes relogées

En 2013, ce sont 3 500 personnes en situation d'exclusion qui ont trouvé un logement décent grâce à l'épargne solidaire. Elles ont également bénéficié d'un accompagnement visant à favoriser leur insertion professionnelle, leur autonomie et le renforcement de leurs liens sociaux (voir l'action d'Entreprendre pour Humaniser la Dépendance, page 4). Au-delà de ces 3 500 nouveaux bénéficiaires, les entreprises solidaires gèrent en 2013 un parc de plus de 7 000 logements sociaux.



Approvisionnement de **8 500** foyers  
en électricité renouvelable

En 2013, l'énergie produite par les installations éoliennes et photovoltaïques financées grâce à l'épargne solidaire équivaut à la consommation électrique annuelle de près de 8 500 ménages. Ces fonds ont aussi permis d'attribuer plusieurs milliers de prêts à des entreprises et des particuliers pour qu'ils financent des travaux visant à optimiser leur performance énergétique. La finance solidaire soutient également la filière bio, en apportant des financements aux agriculteurs et aux réseaux de distribution.

### 3 Les limites : Esther Duflo

Le bilan du microcrédit, que ce soit en France ou ailleurs est donc globalement positif, que ce soit par ces effets directs (sortir de la misère, créer des emplois) ou indirects (redonner du souffle à des activités économiques locales).

Néanmoins l'œuvre de Muhammad Yunus est critiquée.

Rappelons d'abord, pour évacuer le problème, qu'elle est critiquée dans son propre pays par :

- l'élite bourgeoise du Bangladesh qui n'apprécie ni qu'on lui montre sa propre incurie ni qu'on « détourne » des forces productives à exploiter.

- les fondamentalistes qui reprochent à Muhammad Yunus à la fois de faire des prêts avec intérêt, et surtout de favoriser en priorité le sort des femmes, de les faire travailler, prendre des décisions, ouvrir un compte en banque...

- L'intelligentsia économique mondiale apprécie peu le concept de « social business ». Pour les membres de cette coterie, soit on fait du business « as usual » (comme toujours) et c'est le rôle des entreprises capitalistes, soit on fait du social (rôle des pouvoirs publics, des organisations humanitaires...). Mais on ne fait pas les deux à la fois.

Les « critiques » les plus cohérentes au microcrédit sont à mettre au compte de la spécialiste mondiale des questions de pauvreté, une femme peu suspecte de connivence avec aucune des trois critiques précédentes : Esther Duflo.



Esther Duflo est une économiste française née en 1972 à Paris. Elle enseigne pour l'instant au MIT, et elle fait partie des conseillers du Président Obama en matière de lutte contre la pauvreté dont elle est une spécialiste. Elle a en particulier inspiré le Président brésilien Lula dans son programme « Bolsa Familia ».

Les travaux d'Esther Duflo et de son compagnon, l'indien Abhijit V. Banerjee ont été publiés en 2012 sous le titre « Repenser la pauvreté ».

En janvier 2010 elle a publié dans le journal « Le Monde » un article où elle exprime un certain scepticisme par rapport au microcrédit, sans pour autant le dénoncer.

Dans son travail, Esther Duflo propose principalement de soumettre les effets des programmes de lutte contre la pauvreté à une analyse empirique, plutôt qu'à une analyse en termes de morale et de générosité.

Elle constate ainsi en comparant deux sociétés villageoises, que le microcrédit en Inde principalement, a assez peu d'effets sur la sortie de la pauvreté de ceux qui y ont accès : il n'améliore que faiblement le sort des plus démunis par rapport à des programmes d'aides plus classiques. Au bout de trois ans, le sort des populations s'est légèrement amélioré par acquisition de biens durables, mais les activités productives continuent de vivre à petite échelle.



**Esther Duflo constate alors que :**

**- les personnes aidées par le microcrédit ne se précipitent pas, contrairement aux « craintes » exprimées par certains, sur les biens de consommation (occidentaux).**

**- mais les productions restent très familiales, informelles et se développent peu (90% des entreprises étudiées n'ont aucun salarié et aucune n'en a plus de trois). Elle attribue cette stagnation à trois raisons :**

- La plupart de ceux qui ont recours au microcrédit le font sans esprit réel d'entreprise, mais parce qu'ils y sont obligés. Cette tâche leur déplaît. Il y a ici une critique implicite à ce que pense Muhammad Yunus : l'esprit d'entreprise n'est pas, selon elle, une donnée universelle.**

- Le travail est écrasant et se fait au détriment de l'éducation et de la santé, en particulier pour les enfants, ce qui limite d'autant la possibilité de sortir de la pauvreté.**

- La notion de financement solidaire pose problème et commence d'ailleurs à être abandonnée : il s'agit d'avancer des sommes modestes à un groupe (de femmes le plus souvent), d'envisager un remboursement hebdomadaire, et que chaque membre du groupe soit solidaire en cas de non remboursement d'un des membres.

Mais cela n'incite pas à la prise de risque, chaque membre craignant de devoir rembourser à la place des autres. Mais quand le financement n'est pas solidaire, les personnes hésitent encore plus, craignant de ne pas pouvoir rembourser.

Plus globalement, Esther Duflo écrit ceci : « *Toutefois la vision romantique d'un milliard d'entrepreneurs aux pieds nus est probablement une illusion.* » (Le Monde 11/01/2010)

Elle propose plutôt de faire une sélection entre ceux qui ont vraiment envie d'entreprendre, et qui peuvent alors relever du microcrédit, et ceux qui préfèrent s'élever par l'éducation, qui rêvent plutôt d'un avenir de salarié pour leurs enfants, et qui pourront relever d'une aide sociale plus classique, comme par exemple au Brésil.

**Conclusion : un autre regard sur la pauvreté.**

**Les limites posées par Esther Duflo ne sont donc pas des critiques au microcrédit. Elle rejoint d'ailleurs Muhammad Yunus sur ce qui fait l'intérêt essentiel de son travail : changer notre regard sur la pauvreté.**

**Pour beaucoup d'entre nous, le pauvre a deux visages différents : celui qui ne veut pas s'en sortir (poids des traditions, fatalisme, religions, fainéantise...) et celui qui n'a pas de chance (chômage, catastrophes naturelles, maladies, incuries politiques...).**

**Que ce soit Muhammad Yunus ou Esther Duflo, le pauvre est d'abord celui à qui on ne donne pas les moyens de sortir de la pauvreté, quels que soient par ailleurs les moyens en question : crédit ou aide sociale ciblée.**

**Le pauvre est alors quelqu'un qui, comme les autres, est porteur de possibilités sociales et économiques, et qui peut cesser d'être pauvre avec relativement peu de moyens à sa disposition, pour peu qu'on lui donne ou prête ces moyens.**

On en est alors assez loin du discours sur la légitimité des inégalités, sur la richesse comme récompense des mérites des uns et sur la pauvreté comme sanction des échecs des autres.

Plus globalement, les 10 personnages que nous avons vus cette année ont tous un point en commun : l'économie est d'abord une science de l'action et non pas une observation de la passivité.

Tous ont affirmé, chacun à leur manière et chacun à leur niveau, que des moyens existaient pour sortir des situations bloquées qui existaient à leur époque.

Tous ont donc pensé l'économie comme un instrument collectif permettant au plus grand nombre de progresser et pas simplement à quelques uns de s'enrichir et de s'accaparer le profit global.

Ils ont également tous émis une même idée : la vie des gens, l'économie doit être faite d'adaptation et de rupture. Ce qui est perçu au départ comme une contrainte finit toujours par devenir une amélioration. Si la France pouvait s'en inspirer...